



District of Columbia  
Département du logement et du développement  
communautaire  
Division des logements locatifs (RAD)  
1800 Martin Luther King, Jr. Avenue, S.E.  
Washington, DC 20020  
(202) 442-9505

Cachet de date RAD

RAD Formulaire 24 (08/2020)

## PLAINTÉ DE PLAN DE PAIEMENT DU LOCATAIRE

La présente plainte de plan de paiement du locataire est déposée en vertu des dispositions du § 402 de la loi de 2020 portant modification de la loi d'urgence du congrès sur le soutien dans la lutte contre le coronavirus, codifiée au § 42-3281  
Veuillez écrire clairement en caractères d'imprimerie, remplir toutes les zones et veiller à signer le formulaire.  
JOINDRE DES PAGES SUPPLÉMENTAIRES POUR LES RÉPONSES, SI NÉCESSAIRE.

### À remplir par le RAD uniquement

Numéro de cas	Représentant de la réception	Date de dépôt
<input type="checkbox"/> En personne <input type="checkbox"/> Par courrier <input type="checkbox"/> E-mail	Approuvé par	Date d'approbation
Numéro RAD d'enregistrement/d'exemption	Numéro de la licence d'exploitation de base et date d'expiration	Certificat de numéro d'occupation

#### POUR DÉPOSER CETTE PLAINTÉ, LE(S) LOCATAIRE(S) DOIVENT FOURNIR :

- Preuve de la location, y compris les reçus de loyer, les chèques annulés ou une copie d'un bail.
- Copie de la plainte de plan de paiement du locataire et de tout document connexe.
- Si vous déposez une plainte sur papier : L'original et 4 copies de cette plainte et toutes les pièces justificatives.
- Si vous déposez une plainte par e-mail : Cette plainte doit être signée, en format PDF et accompagnée de toutes les pièces justificatives, et envoyée par e-mail à [dhcd.rad@dc.gov](mailto:dhcd.rad@dc.gov).

### Partie 1 – Renseignements locataire

Qui dépose la plainte ? <input type="checkbox"/> Locataire <input type="checkbox"/> Représentant du locataire			
Nom du (des) locataire(s) ou du représentant		Adresse e-mail	
Téléphone portable	Ligne fixe	Téléphone bureau	
Date à laquelle vous êtes devenu locataire du logement Pour lequel cette plainte est déposée :		Montant mensuel actuel du loyer	
<b>Adresse du logement faisant l'objet de la présente plainte de plan de paiement du locataire</b>			
Rue (N° boîte postale)			
Unité(s)	Ville	État	Code postal
<b>Adresse actuelle du locataire (si différente de l'adresse ci-dessus)</b>			
Rue (N° boîte postale)			
Unité	Ville	État	Code postal

<b>Coordonnées du Représentant du plaignant (Avocat ou autre) (si applicable)</b>			
Nom du représentant		Adresse e-mail	
Téléphone portable	Ligne fixe	Téléphone bureau	
Rue (N° boîte postale)			
Unité	Ville	État	Code postal
<b>Partie 2 – Renseignements bailleur</b>			
<b>Nom du propriétaire du logement</b>		Adresse e-mail	
Téléphone portable	Ligne fixe	Téléphone bureau	
Rue (N° boîte postale) du bailleur			
Unité	Ville	État	Code postal
<b>Titre/Nom de l'agent gérant le logement</b> (cocher la case appropriée pour le titre) :		Adresse e-mail	
<input type="checkbox"/> Gérant de propriété <input type="checkbox"/> Agent immobilier <input type="checkbox"/> Autre: _____			
Téléphone portable	Ligne fixe	Téléphone bureau	
Rue (N° boîte postale) de l'agent			
Unité	Ville	État	Code postal
<b>Partie 3 – Plainte du locataire</b>			
<p>I/ Nous pensons que le bailleur a indûment refusé ma demande de plan de recouvrement des loyers, en violation du § 402 de la loi de 2020 portant modification de la loi d'urgence du congrès sur le soutien dans la lutte contre le coronavirus, codifiée au § 42-3281 pour les raisons suivantes(s) (cocher les sections applicables ci-dessous) :</p> <p><input type="checkbox"/> A. Le bailleur n'a pas créé de procédure pour le plan de paiement.</p> <p><input type="checkbox"/> B. Le bailleur ne m'a pas informé en temps utile de la disponibilité d'un plan de paiement pour les locataires.</p> <p><input type="checkbox"/> C. Le bailleur n'a pas accepté mes preuves de difficultés financières résultant directement ou indirectement de l'urgence de santé publique.</p> <p><input type="checkbox"/> D. Le bailleur n'a pas fourni de procédure d'approbation de la demande en ligne ou par téléphone.</p> <p><input type="checkbox"/> E. Le plan de paiement du locataire comprend des conditions non valables (par exemple, une durée inférieure à un an, pas de versements mensuels de même montant, des paiements forfaitaires, etc.)</p> <p><input type="checkbox"/> F. Le bailleur a refusé mon plan de paiement des loyers en raison d'une défaillance existante ou d'une incapacité future à effectuer les paiements de loyer établie avant l'urgence sanitaire.</p> <p><input type="checkbox"/> G. Le bailleur et moi avons conclu un plan de paiement écrit, mais le bailleur refuse de mettre en œuvre le plan de paiement.</p> <p><input type="checkbox"/> H. Autre (décrire en détails) : _____</p> <p>_____</p> <p>_____</p>			

**Partie 4 – Détails de la plainte**

Utilisez cet espace pour décrire en détail les événements, dates, expériences et observations qui vous ont amené à déposer cette plainte relative au plan de paiement du locataire.

CETTE SECTION DOIT ÊTRE COMPLÉTÉE AFIN DE DÉPOSER CETTE PLAINTE.

JOINDRE DES PAGES SUPPLÉMENTAIRES, SI NÉCESSAIRE.

**Partie 5 - Certification**

Je/Nous comprenons que :

- Il est de ma/notre responsabilité de signaler tout changement important dans les informations fournies ici, alors que cette plainte concernant le plan de paiement est en cours.
- Toute plainte relative au plan de paiement du locataire déposée auprès de la RAD doit résulter d'une conviction raisonnable, fondée sur les preuves disponibles, qu'une violation du § 402 de la loi de 2020 portant modification de la loi d'urgence du congrès sur le soutien dans la lutte contre le coronavirus, codifiée au § 42-3281, a eu lieu.
- Une plainte relative au plan de paiement du locataire doit contenir une description ou une explication du refus présumé du plan de paiement du plaignant et d'une violation du § 402 de la loi de 2020 portant modification de la loi d'urgence du congrès sur le soutien dans la lutte contre le coronavirus, codifiée au § 42-3281.
- Je déclare, sous peine de sanctions légales pour avoir fait une fausse déclaration, comme indiqué dans le D.C. Official Code § 22-2405, que les affirmations et déclarations ci-dessus sont vraies et exactes au mieux de mes connaissances, informations et convictions.

Je certifie/nous certifions par la présente que les informations que je donnerai/nous donnerons dans ce formulaire, au mieux de mes connaissances et de mes convictions, sont correctes.

Signature du locataire/du représentant du locataire

Date :

RAD Formulaire 24 (08/2020)